



REPUBLIQUE DU NIGER
Fraternité - Travail - Progrès
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
HAUT COMMISSARIAT A L'INITIATIVE 3N



Allocution de M. Ali Béty, Haut-Commissaire à l'Initiative 3N, Coordonnateur National des Concertations sur les Systèmes Alimentaires

Pré-sommet sur les systèmes alimentaires

Rome, 27 juillet 2021

1. Le Niger est un pays dont l'économie reste dominée par le secteur rural/primaire (agriculture, élevage, forêt et pêche), essentiellement agropastoral. Ce secteur a contribué pour 32,6% au PIB en 2018¹ contre 21,6% du PIB pour le secteur secondaire resté étroit. La croissance du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique dépend fortement, entre autres, de la maîtrise de l'eau, d'une bonne exploitation des terres cultivables disponibles, des pâturages et de l'énergie. Les revenus tirés de l'exploitation des ressources extractives, des zones agro-écologiques à haut potentiel pour les productions agro-sylvo-pastorales, le potentiel animal et halieutique important et des filières aux avantages comparatifs réels, ainsi que le potentiel hydrique et solaires sont les principaux atouts dont dispose le pays.
2. La stratégie de l'Initiative 3N, adoptée en 2012, est la stratégie nationale pour la sécurité alimentaire, nutritionnelle et du développement agricole durable. Son aspect novateur, avant-gardiste et largement reconnu, consiste dans le fait qu'elle propose un cadre stratégique et des piliers d'intervention qui allient : i) des investissements structurants dans le développement agricole et des systèmes alimentaires et ii) des objectifs de surveillance, alerte et réponse aux chocs.
3. Le bilan de 10 ans de sa mise en œuvre a permis de progresser dans les productions irriguées, productions pluviales et animales. Cependant, des gaps persistent. Des priorités et des perspectives à l'horizon 2035 sont identifiées, tout en s'inspirant des leçons tirées, données existantes, réflexions et publications récentes sur les systèmes alimentaires.
4. Le Niger a une longue histoire de crises alimentaires et nutritionnelles qui a amené le Gouvernement à mettre la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement agricole durable au cœur de ses efforts de développement.

¹Comptes économiques de la Nation. Nouveau système SCN 2008 – base 2015. INS-Niger, Juin 2019.

5. En dépit des efforts consentis par le Niger et ses partenaires, le pays continue à faire face à des défis persistants :
6. Les systèmes productifs nigériens font face aux défis fonciers, à la pression humaine, la variabilité du climat et aux effets du changement climatique impactant sur les rendements des productions agrosylvopastorales et halieutiques. Pour faire face à cette contrainte et à une population croissante (3,9%/an²), il est indispensable de renforcer les politiques et programmes existants en vue d'améliorer les rendements et la diversification de la production.
7. L'approche de développement des chaînes de valeur des produits agrosylvopastoraux et halieutiques tend à se focaliser sur les maillons de la production, sans se préoccuper des autres maillons. Cela n'a pas permis au Niger d'assurer une transformation adéquate et croissante de son agriculture vers une couverture diversifiée plus importante des besoins alimentaires, une professionnalisation des acteurs et la création d'emplois décents pour les femmes et les jeunes en particulier. L'approche chaîne des valeurs permet de prendre en compte tous ces maillons, leurs acteurs et surtout de tendre vers une plus-value.
8. Il y a une disparition progressive du contrat traditionnel de fumure organique entre agriculteurs et éleveurs avec comme conséquences la baisse de la fertilité des sols et une distanciation de leurs liens sociaux.
9. Il existe une faible satisfaction des besoins en financement des programmes et investissements exprimés dans les différents documents de politiques liés aux systèmes alimentaires. Les ressources allouées ne sont pas mobilisées à temps et efficacement utilisées d'où la nécessité de la création d'un fonds communs des secteurs du développement rural en faveur des systèmes alimentaires.
10. Le Niger est engagé dans un processus de décentralisation non encore totalement abouti. Le faible accompagnement des acteurs ruraux est un frein dans la mise en œuvre des différents plans et programmes liés aux systèmes alimentaires et leur appropriation.
11. L'accentuation du contexte d'insécurité est un frein pour le développement des systèmes alimentaires, notamment dans les zones les plus affectées.
12. La préparation du Sommet sur les Systèmes Alimentaires est une opportunité pour le Niger de renforcer les systèmes alimentaires. Le renforcement du système alimentaire nigérien pourrait accélérer la réduction de la pauvreté dans les petites exploitations agricoles et en dehors de celles-ci en vue d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'amélioration de la productivité des petits exploitants

² RGPH 2012

agricoles peut permettre d'aider le Niger à tirer parti du système alimentaire³ avec de meilleurs revenus de leurs récoltes et à contribuer à satisfaire la demande en approvisionnements alimentaires diversifiés,⁴ particulièrement dans les zones rurales les plus vulnérables et dans les centres urbains.

13. Les concertations nationales permettent au Niger de poursuivre son engagement dans l'Initiative 3N (*Les Nigériens Nourrissent les Nigériens*) pour assurer progressivement la construction de systèmes alimentaires durables et équitables. Elles sont une opportunité pour permettre aux principales parties prenantes du développement rural et des systèmes alimentaires d'examiner les principales options d'action et d'innovations permettant de renforcer durablement les systèmes alimentaires au Niger et de les rendre plus résilients aux divers chocs.
14. Sept (7) concertations dont trois (3) organisées par le Gouvernement aux niveaux régional et national et quatre (4) indépendantes, totalisant 1600 participants, ont été organisées dans une démarche participative et inclusive.
15. Les systèmes alimentaires étant complexes avec des interactions multiples entre acteurs et secteurs, l'approche système est une opportunité pour établir les interconnexions entre les différentes composantes du système et pour répondre le mieux possible aux besoins nutritionnels. Les voies prioritaires vers les systèmes alimentaires durables à l'horizon 2030 sont identifiées :
16. Les mécanismes de financement des systèmes alimentaires ont besoin d'un réel changement des pratiques et de paradigme budgétaires publics et des donateurs pour tendre vers des fonds communs sectoriels en plus du fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FISAN). Il faut donc changer notre façon de mobiliser et d'utiliser les ressources ;
17. L'adoption des lois et des décisions qui ne sont pas systématiquement suivies des décrets ou arrêtés d'application rend difficile l'action des secteurs concernés ;
18. La chaîne de valeur des fruits et légumes doit être développée avec un fort engagement politique et des financements et investissements prévisibles dans la durée, tout en privilégiant des circuits d'approvisionnement courts et en baissant les prix (plus de production locale que d'importation) ;
19. La chaîne de valeur des légumineuses se développe avec un fort potentiel qui doit davantage être soutenu pour maximiser l'impact sur la nutrition et les revenus des

³ INS/HC3N/MAGEL. 2020. Grille d'évaluation de l'intégration de la nutrition dans les documents stratégiques en lien avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAGEL). Rapport PNIN No 6, Mars 2020, Niamey (Niger). <https://pnin-niger.org/web/>

⁴ CAADP/FARA. Note Conceptuelle. Renforcer la recherche agricole pour le développement en Afrique en vue d'améliorer les systèmes alimentaires en Afrique.

petits exploitants. Un engagement politique fort doit être exprimé au plus haut niveau et traduit en actions concrètes sur toute la chaîne ;

20. Les efforts en matière de pêche artisanale, l'empoissonnement des mares et l'aquaculture doivent être renforcés pour soutenir et accélérer la croissance du secteur et répondre à des besoins alimentaires croissants.
21. La chaîne de valeur de lait et produits dérivés demeure faible en termes de production, transformation et consommation malgré l'énorme potentiel en raison du bétail sur pied. Le développement de la chaîne s'accélérera pour réduire la forte dépendance aux importations de lait et produits laitiers. L'appui au développement de fourrage et aliment de bétail pour la production de lait tout au long de l'année, l'organisation des circuits de collecte et de transformation du lait, ainsi que des actions de promotion pour la consommation des plus vulnérables sont parmi les actions prioritaires pour soutenir la chaîne de valeur.
22. Les chaînes de valeur des céréales sèches comme le mil et le sorgho sont la base de l'alimentation au Niger et constituent d'énormes opportunités pour les acteurs de la production à la consommation. Les efforts engagés depuis les indépendances seront maintenus et renforcés. La valorisation à travers la transformation, la commercialisation et l'amélioration de la qualité nutritionnelle par la fortification est en cours à petite échelle et sera davantage promue.
23. La recherche et l'innovation sur les systèmes alimentaires coûtent chères et sont sous-financées. Des priorités seront définies et centrées sur des technologies innovantes pour les petits exploitants. Des alliances et collaborations avec des institutions sous régionales pour mutualiser les efforts seront établies. Le financement public pérennes dans ce secteur doit être prévisible pour percevoir ses dividendes;
24. La vulgarisation agricole progresse grâce à des réformes en cours comme le Système National de Conseil Agricole mis en œuvre par l'Agence de Promotion du Conseil Agricole (SNCA/APCA). Toutefois, la mise en œuvre de ces réformes s'accélère avec un encadrement institutionnel adéquat et des liens étroits avec la recherche et l'innovation.
25. Toutes ces voies de transformation progressives des systèmes alimentaires ne peuvent aboutir sans tenir compte des situations humanitaires engendrées par l'insécurité. C'est pourquoi Le Gouvernement et ses partenaires travaillent ensemble dans l'approche Nexus Urgence-Developpement-Paix.
26. Toutes ces voies sont annoncées dans la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement.

Je vous remercie